

Appel à candidatures

Cahier des charges

Mettre en place des sections d'apprentis à
composante européenne
(CAP, Brevet professionnel et Bac Pro)

SOMMAIRE

PARTIE I – Informations générales

- 1 PRÉSENTATION** DU CCCA-BTP
- 2 CONDITIONS D'ELIBILITE ET DE RECEVABILITE**
- 3 MODALITE** DE SELECTION
- 4 CONSTITUTION** DES DOSSIERS DE REPONSE
- 5 DISPOSITIF** D'ACCOMPAGNEMENT
- 6 NOTIFICATION ET CONVENTIONNEMENT**
- 7 DEONTOLOGIE ET RESPONSABILITE**

SOMMAIRE

PARTIE II – Spécificités de l'appel à candidatures

1

L'APPEL A CANDIDATURES

2

DURÉE DE L'APPEL A CANDIDATURES

3

DISPOSITIF SPECIFIQUE D'ACCOMPAGNEMENT

4

COMMUNICATION DES DOSSIERS

PARTIE I

Informations générales

1 – Présentation du CCCA-BTP

Le CCCA-BTP (Comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics) est un organisme à gouvernance paritaire des branches du bâtiment et des travaux publics. Outil des professionnels du secteur de la construction, il met en œuvre la politique de formation professionnelle initiale aux métiers de la construction par l'apprentissage définie par les partenaires sociaux des branches du bâtiment et des travaux publics.

Géré et financé par les professionnels du bâtiment et des travaux publics eux-mêmes, le CCCA-BTP développe depuis près de 80 ans une solide expertise pédagogique de l'alternance et fait de l'innovation un marqueur fort de son action, reconnue au niveau national et bien au-delà des frontières des professions du BTP.

Son ancrage paritaire le connecte directement aux réalités des métiers du bâtiment et des travaux publics et aux besoins en compétences et qualifications professionnelles des entreprises du secteur de la construction sur leur territoire. Le CCCA-BTP crée les outils pédagogiques adaptés aux besoins des entreprises, à la montée en compétences des apprentis et aux nouvelles formes d'apprentissages (BIM, réalité virtuelle, intelligence artificielle, FOAD...). Il a également créé l'incubateur WinLab', pour imaginer les formations aux métiers du BTP de demain.

Dans un environnement qui connaît une profonde mutation avec la mise en œuvre de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, où les méthodes d'apprentissage se digitalisent et les attentes des publics (entreprises, jeunes, salariés...) se diversifient, où la logique de marché s'impose et s'imposera plus que jamais, le CCCA-BTP met son expertise à disposition de l'ensemble des acteurs du bâtiment et des travaux publics (partenaires sociaux, organismes de formation...).

L'expertise du CCCA-BTP en fait un acteur unique et un interlocuteur privilégié, capable d'accompagner l'ensemble des acteurs du secteur de la construction, pour former les apprenants aux métiers du BTP et répondre aux besoins en compétences et qualifications professionnelles des entreprises du secteur de la construction et anticiper les évolutions à venir.

Il accompagne notamment les organismes de formation, pour développer et promouvoir leur activité et accroître leur performance. Pour exercer ses missions, le CCCA-BTP dispose d'une cotisation versée chaque année par les entreprises du BTP. Le dispositif de formation professionnelle initiale par l'apprentissage aux métiers du BTP pour les jeunes de 15 à 29 ans comporte plus de 100 diplômes du CAP aux diplômes d'ingénieur et des titres professionnels, dans une trentaine de métiers du BTP.

Depuis 2019, le CCCA-BTP finance l'innovation et l'expérimentation grâce aux appels à projets.

En complément de ces actions soutenant le développement de la formation professionnelle initiale, notamment de l'apprentissage et de la formation continue aux métiers du Bâtiment et des Travaux Publics, des appels à candidatures permettent aux organismes de formation du BTP d'accéder à des dispositifs financés par le CCCA-BTP.

Pour 2022, un budget de 10 M€ est consacré aux appels à candidatures.

C'est dans ce contexte que le CCCA-BTP engage cet appel à candidatures ayant pour objet de :

**Mettre en place des sections d'apprentis à composante européenne
(CAP, Brevet professionnel et Bac Pro)**

■ Pilotage et coordination des appels à candidatures

Le pilotage stratégique des appels à projets et à candidatures est assuré par le Secrétaire Général du CCCA-BTP, la direction des Appels à Projets et des Expérimentations (DAPEX) pilote la structuration, l'organisation et la mise en œuvre des appels à projets et appels à candidatures en collaboration avec :

- Le pôle Finance et Sécurisation des risques (PFS),
- La direction des Affaires Juridiques et Vie Institutionnelle (DAJVI).

L'expertise Métiers est apportée par l'une ou/et l'autre des deux directions suivantes selon la thématique de l'appel à candidatures :

- La direction des Politiques de Formation et de l'Innovation Pédagogique (DPFIP),
- La direction du Marketing, du Développement et de l'Innovation Stratégique (DMDIS).

2 - Conditions d'éligibilité et de recevabilité

L'appel à candidature est ouvert à tous les organismes de formation en apprentissage préparant aux métiers du BTP. Ces derniers peuvent être organisés en un ou plusieurs sites de formation.

■ Les critères de recevabilité :

Les projets reçus hors délais et/ou incomplets et/ou hors plateforme, ne respectant pas la liste des pièces demandées à l'article 4 du présent cahier des charges et dans l'espace candidat de la plateforme d'appels à projets, sont réputés irrecevables, et à ce titre ne seront pas analysés.

■ Les critères d'éligibilité :

L'OF-A candidat doit démontrer entrer dans au moins une des catégories suivantes :

- Soit, il justifie d'un nombre minimal de 50 jeunes en apprentissage aux métiers du BTP et d'au moins une section dédiée aux premiers niveaux de formation ;
- Soit, il compte au moins 50 % des jeunes formés en apprentissage aux métiers du BTP ;
- Soit, il place au moins 75 % des jeunes en contrat d'apprentissage dans les entreprises du BTP.

3 – Modalités de sélection

■ Process global d'analyse, d'évaluation et de sélection des projets

1/ Une commission de présélection pluri-compétences

La commission de présélection est composée d'évaluateurs émanant de plusieurs directions du CCCA-BTP permettant une analyse et une évaluation complète. Ainsi chaque dossier est évalué en moyenne par quatre à six personnes représentant au-moins trois directions distinctes et à minima : la direction des Appels à Projets et des Expérimentations, la direction métier en charge de la thématique de l'appel à projets et le pôle performance et sécurisation dont l'expertise est essentiellement financière.

La commission de présélection procède à l'examen et à l'évaluation technique des candidatures et propose les résultats de cette étude au groupe de travail paritaire d'appel à projets (GTP AàP), ainsi tous les dossiers sont présentés en GTP.

Tous les dossiers sont évalués selon les critères d'éligibilité et de recevabilité mentionnés ci-dessus et sont présentés en GTP.

Les demandes de précisions éventuelles

Lors de la phase - 1/ Commission de présélection - la Direction des Appels à Projets et des Expérimentations se laisse l'opportunité de demander des précisions complémentaires aux candidats, en général sous format -mail-.

À l'issue de ces demandes de précisions complémentaires, les candidats sont invités à adresser par mail un dossier complémentaire qui sera réputé comme définitif. L'apport de précisions complémentaires doit permettre de mieux comprendre la candidature.

Les dossiers avec apports complémentaires seront de nouveau analysés par la commission de présélection avant d'être présentés en GTP pour avis.

2/ Un Groupe Technique Paritaire (GTP) à expertises multiples et ouvert sur l'extérieur

Le GTP est composé d'administrateurs du CCCA-BTP, en moyenne une dizaine de membres, complété par deux à trois structures extérieures invitées selon les thématiques des appels à projets et à candidatures, ainsi que les directions présentes lors des commissions de présélection. Le président et le secrétaire général du CCCA-BTP peuvent se joindre à cette instance. Le GTP donne son avis sur tous les projets recevables et éligibles. Ces avis argumentés peuvent être favorables ou défavorables et sont alors portés en Conseil d'administration.

Le contrôleur général de l'État et/ou le commissaire du gouvernement est invité à cette phase de sélection.

3/ Le Conseil d'administration

La Direction des Appels à Projets et des Expérimentations présente les candidatures vues en GTP et porte les avis du GTP en Conseil d'administration. En s'appuyant sur les avis et propositions du GTP, les membres du Conseil d'administration décident des candidatures à soutenir et leur financement ainsi que celles à exclure. Cette phase est la partie finale du processus de sélection qui entérine et officialise les résultats des appels à candidatures.



Schéma du processus de sélection



Échéances théoriques selon les périodes de l'année

Les organismes de formation retenus seront ceux qui répondront aux critères d'éligibilité et de recevabilité mentionnés dans le présent cahier des charges.

4 - Constitution des dossiers de réponse

Les réponses devront impérativement être déposées complètes sur la plateforme d'appels à projets du CCCA-BTP à l'adresse www.appels-a-projets-cccabtp.fr avant la date et l'heure d'échéance prévues pour chaque appel à candidatures.

Après la date et l'heure prévues dans le cahier des charges et sur la plateforme, aucun dépôt ne pourra être fait, la plateforme ne l'autorisant pas. Aucun dossier envoyé par mail ni voie postale ne sera téléchargé ni étudié.

Les documents financiers et administratifs demandés par la plateforme (espace candidat) devront être déposés sur l'Espace candidat de la plateforme d'appels à projets. Les documents demandés dans le cahier des charges devront être envoyés avec le dossier de candidature.

Chaque organisme de formation en apprentissage aux métiers du BTP devra créer son Espace candidat pour pouvoir candidater aux appels à candidatures du CCCA-BTP. Cet Espace candidat devra être complété dans sa totalité. À défaut, le candidat n'aura pas la capacité de déposer sa candidature.

Un guide de création de l'Espace candidat est à disposition sur simple demande à l'adresse : ewa.mollois@ccca-btp.fr

■ Constitution du dossier de réponse

Le dossier complet de réponse comporte :

1. Le dossier candidature

- Une lettre de motivation du candidat incluant les argumentations permettant de valoriser sa demande
- Le candidat : son parcours, sa capacité à déployer le dispositif (technique, humaine, matérielle ...), sa proposition d'intégration de la candidature notamment dans son projet d'établissement
- Le cahier des charges de l'appel à candidatures (paraphé et signé)
- Un justificatif d'entrer dans au moins une des catégories d'éligibilité prévue à l'article 2 du présent cahier des charges. (base de données, fichier excel, extrait YParéo...)

La partie II du présent cahier des charges – Spécificités de l'appel à candidatures – spécifie la « proposition de parcours et organisation » attendue pour cet appel à candidatures.

2. Les pièces administratives et financières à déposer dans l'espace Candidat

Il est précisé que ces pièces sont à déposer en une seule fois lors de la création du compte candidat et doivent être mises à jour annuellement. Ces pièces sont communes aux appels à projets et à candidature à savoir :

- La présentation de l'organisme
- Le projet d'établissement en cours
- Le dernier rapport d'activités
- Les statuts
- L'organigramme de la structure
- L'attestation de responsabilité civile du candidat
- L'extrait Kbis (ou déclaration d'activité ou d'association ou INSEE) du candidat
- La copie du résultat favorable de l'audit initial de la certification Qualiopi.

D'autres documents peuvent être demandés selon la nature de l'appel à candidatures, il convient, le cas échéant, de se rapporter à la partie II du présent cahier des charges – Spécificités de l'appel à candidatures.

L'ensemble des pièces administratives, financières et le dossier de candidature sont à charger sur le site www.appels-a-projets-cccabtp.fr dans l'appel à candidatures concerné ainsi que sur l'espace candidat.

5 – Le dispositif

L'accompagnement des lauréats pourra prendre deux formes :

1. L'accès à une **assistance à maîtrise d'ouvrage** pilotée par le CCCA-BTP, pour aider les lauréats à mettre en œuvre leur candidature

ou

2. **Accompagnement direct** du CCCA-BTP.

Cet accompagnement pourra s'illustrer à travers deux modalités :

- ⇒ Le versement d'une subvention pour mettre en œuvre le dispositif dans le cadre de la candidature ;

Et/ou

- ⇒ La mise à disposition de réalisation du CCCA-BTP (modules pédagogiques, vidéos, documentation, kit méthodologique etc.)
- ⇒ Et/ou l'apport d'une expertise métier directement détenu par le CCCA-BTP (apporter des préconisations, analyser la pertinence entre les contenus métiers proposés et les référentiels en vigueur etc.)

La modalité choisie pour cet appel à candidatures est spécifiée dans la partie II Spécificités de l'appels à candidatures.

6 – Notifications et conventionnement

Après décision du conseil d'administration, les lauréats reçoivent une lettre de notification mentionnant notamment les modalités d'accompagnement prévues par le CCCA-BTP.

Dans le cas de l'accompagnement direct du CCCA-BTP, une convention de co-financement sera établie avec chaque lauréat et avant tout engagement opérationnel.

Elle précisera notamment les éléments suivants :

- Les objectifs et indicateurs du dispositif
- Les modalités de déploiement du dispositif
- Le suivi du dispositif
- Les engagements du bénéficiaire
- Les actions de communication du dispositif
- Les garanties administratives

- Les données personnelles
- Les manquements, inexécutions, litiges
- Les pièces jointes diverses (planning de l'action, équipe projet, budget prévisionnel etc...)
- Et tout autre élément spécifique à l'accompagnement nécessitant une formalisation et un engagement conjoint.

■ Les dossiers non sélectionnés

Après décision du Conseil d'administration, les candidats reçoivent une lettre de notification mentionnant notamment les raisons motivant la non-sélection de leur projet, afin de les orienter dans la perspective de réponses aux futurs appels à candidatures du CCCA-BTP.

7 – Déontologie et responsabilité

■ Transparence, régularité et égalité de traitement

Les documents transmis dans le cadre des appels à candidatures sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont utilisés que pour la bonne marche du processus de sélection.

Les candidats, les termes des discussions, épreuves et échantillons intermédiaires d'un candidat restent confidentiels et non communiqués par le CCCA-BTP aux autres candidats.

Les échanges sont menés dans le respect des principes d'égalité de traitement entre candidats. Aucune prise de contact n'est autorisée directement avec les membres de la commission de pré-sélection, les GTP ou les Conseil d'administration après le dépôt des candidatures pour garantir l'égalité et l'unicité de traitement des candidats et une mutualisation optimale des questions-réponses.

■ Responsabilité

Le CCCA-BTP ne saurait en aucune circonstance être tenu responsable, sans que cette liste soit limitative de :

- La transmission et/ou de la réception de toute donnée et/ou information sur Internet ;
- Tout dysfonctionnement du réseau Internet empêchant le bon déroulement de l'appel à projets ;
- La perte ou de l'altération de toute information ou donnée ;
- La contamination virale du matériel informatique du candidat ;
- D'une indisponibilité temporaire, partielle ou totale, du site Internet notamment en cas de maintenance du site Internet ou du serveur sur lequel il est hébergé ;
- Toute défaillance technique, matérielle et logicielle de quelque nature, ayant empêché ou limité la possibilité pour le candidat de participer à l'appel à projets.

Il est précisé que le CCCA-BTP ne peut être tenu responsable de tout dommage direct ou indirect issu d'une interruption, d'un dysfonctionnement quel qu'il soit, et ce pour quelque raison que ce soit, en lien avec l'utilisation d'un service de communication en ligne.

Il appartient à tout candidat d'adopter toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels stockés sur son équipement informatique contre toute atteinte et actes de piraterie.

PARTIE II

Spécificités de l'appel à candidatures

Mettre en place des sections d'apprentis à
composante européenne
(CAP, Brevet professionnel et Bac Pro)

1 – L'appel à candidatures

■ Contexte

La mobilité européenne des apprentis du BTP est en progression constante depuis 2015 (mis à part les deux années de pandémie). En 2019, le nombre d'apprentis partis à l'étranger pour y effectuer une formation, pleinement intégrée dans leur parcours national, a dépassé 600. Cette croissance est principalement due à l'ouverture de sections de Brevets Professionnels à composante européenne (BPCE) de plus en plus nombreuses qui représentent près de 75% des mobilités effectuées par les organismes de formation du BTP au sein des différents projets BTP Mobilité+ pilotés directement par le CCCA-BTP, dans le cadre du programme Erasmus+.

La composante européenne dans les parcours de formation pose un cadre pédagogique et organisationnel structurant qui est plus large que la seule mobilité, car elle inclut une préparation renforcée en amont des départs à l'étranger, une exploitation formative du vécu à l'étranger et une reconnaissance des acquis de la formation dans un autre pays. En parallèle, elle impulse une dynamique qui favorise une approche plus personnelle et plus originale de l'Europe par les apprentis.

La mise en place des BPCE a été un réel succès. Les bénéfices qu'en retirent les apprentis contribuent notamment à leur montée en compétence et favorisent leur accès au marché du travail. Les entreprises sont également gagnantes grâce aux compétences organisationnelles, professionnelles et linguistiques que les jeunes développent à l'étranger. Enfin, les centres ou organismes de formation bénéficient d'une image plus dynamique grâce à leur stratégie de mobilité européenne.

A partir de ce constat, le CCCA-BTP souhaite développer encore plus les opportunités offertes par l'intégration de la mobilité européenne et, plus généralement, de la composante européenne dans les parcours de formation. L'objectif est d'atteindre 2 000 bénéficiaires par an d'ici 2025. Pour ce faire, il semble judicieux non seulement de développer les BPCE, mais aussi de décliner la composante européenne sur d'autres certifications professionnelles de niveau 3 et 4, tels que les CAP, les BAC Pro, les mentions complémentaires et les titres professionnels. Ce développement, à partir de stratégies, de méthodes et d'outils mis en place par le CCCA-BTP, souvent en concertation avec l'Agence Erasmus+ France favorisera la pérennité des projets de mobilité et alimentera des stratégies d'ouverture internationale des établissements de formation aux métiers du BTP.

■ Finalités et objectifs

Finalités

La mise en œuvre par les sites des OF. A du dispositif du CCCA-BTP visera à inscrire une composante européenne dans des sections d'apprentissage ou de formation continue incluant la préparation et la mise en œuvre des mobilités dites courtes, à savoir de 2 à 3 semaines, dans un autre pays européen :

- Pour les formations de niveau 3, la mobilité hybride est privilégiée avec une seule période à l'étranger en présentiel (mobilité physique) et l'autre période en distanciel (mobilité virtuelle).
- Pour les formations de niveau 4, la mobilité européenne doit être physique, obligatoirement deux fois au cours de la formation (une mobilité européenne chaque année de formation).

Les sites sélectionnés à l'issue de cet appel à candidatures mettront en place des sections à composante européenne (au minimum une section et au maximum trois sections) avec une organisation et une ingénierie pédagogique spécifiques à composante européenne, largement inspirée de l'expérience des BPCE (Brevet Professionnel à Composante Européenne).

En plus de la montée en compétence professionnelle et socioculturelle des apprentis, il s'agira aussi de la montée en compétences de la communauté éducative des OF.A.

Objectifs

Les OF. A dont les candidatures seront retenues s'engagent à ouvrir au moins une nouvelle section et au plus trois nouvelles sections à composante européenne par site, à la rentrée scolaire 2023.

Il leur appartiendra de mettre en place des outils et procédures proposés par le CCCA-BTP (voir partie « Dispositif d'accompagnement ») qui pourront être éventuellement enrichis et adaptés par les établissements concernés.

Ces sections à composante européenne devront comprendre :

- Une équipe « composante européenne » dédiée dont l'objectif sera d'accompagner les apprentis dans leurs différents enseignements et activités liés à l'Europe. Cette dimension "Ressources Humaines" est capitale pour mener à bien le projet.
- Des enseignements professionnels et généraux dédiés qui incluent, développent et favorisent la connaissance du fait européen sous différents aspects (culturel, historique, géographique, sociologique, réglementaire, monde du travail, etc.).
- Des actions de mobilité en présentiel, ou hybrides pour le niveau 3 uniquement (avec au moins 2/3 du temps en mobilité physique) intégrées dans le parcours de formation de chaque apprenti.

- La réalisation d'un Projet Personnel Europe (PPE) par chaque jeune. Le PPE devra être formalisé par un document (papier ou numérique) qui retracera le parcours et la démarche de la composante européenne, vus et vécus par chaque jeune.
- La reconnaissance des acquis de formation via les outils ECVET (*European Credit system for Vocational Education and Training* - Système européen de crédits pour l'enseignement et la formation professionnels) proposée par le CCCA-BTP (de l'évaluation jusqu'à la certification dans le cadre des sections en CCF) ou par le biais de l'Unité Facultative de Mobilité (UFM) lorsque cette dernière est proposée dans le diplôme concerné.

Les actions à réaliser seront :

➤ ACTION 1

Etablissement d'une maquette pédagogique pour chaque section concernée incluant deux périodes de mobilité européenne en présentiel (ou en mode hybride pour les niveaux 3, avec une période de mobilité en présentiel). Cette maquette pédagogique devra inclure des temps dédiés à la réalisation d'un PPE (Projet Personnel Europe) par chaque apprenant concerné, à partir des documents qui seront fournis par le CCCA-BTP.

- Pour les sections de Brevet Professionnel, la maquette actualisée du BPCE reste valable. Elle peut donc être utilisée telle quelle par les établissements.
- Pour les Bacs Pro, les établissements auront la charge de transposer la maquette BPCE, avec le soutien technique du CCCA-BTP.
- Pour les CAP, plus qu'une simple transposition, les établissements auront la charge de proposer une adaptation, en termes de durée de mobilité en présentiel (une seule exigée), et de tenir compte de la mobilité virtuelle (non exigée, si l'établissement opte pour deux périodes de mobilité en présentiel).
- Pour les titres professionnels et les mentions complémentaires, la durée de formation est parfois réduite à une année. Il conviendra donc, pour chaque mobilité, de faire une proposition qui intègre au mieux, à la pratique de chaque établissement, les différents éléments de la composante européenne tels que décrits ci-avant, à partir de la maquette disponible pour le BPCE. Une seule période de mobilité (obligatoirement présentielle réelle, de deux semaines minimum) est exigée.

➤ ACTION 2

Mobilisation et engagement des formateurs, formatrices et de toute personne de la communauté éducative des sections concernées dans la mise en œuvre de la composante européenne.

Des actions de professionnalisation devront être proposées par les établissements aux personnes concernées pour une montée en compétences, avec l'objectif d'être prêtes pour l'ouverture des sections en octobre 2023. Le CCCA BTP pourra fournir son expertise et les outils pour mettre en place les actions appropriées.

Objectifs de professionnalisation (liste non exhaustive) :

- Connaissances de base du programme Erasmus+ et de son volet « Mobilité »
- Formulation des objectifs pédagogiques pour les sections à composante européenne.
- Démarche de recherche des partenaires dans le pays d'accueil.
- Préparation des visites préalables dans le pays d'accueil potentiel.
- Appropriation des outils ECVET.
- Appropriation de la démarche pour la réalisation du PPE.
- Préparation linguistique.

Les établissements sélectionnés seront libres de proposer les parcours de professionnalisation qui tiendront compte, à la fois, des outils et démarches mis en place par le CCCA-BTP, et des besoins spécifiques de leurs personnels engagés dans la mise en place de la mobilité européenne.

➤ ACTION 3

Réalisation et mise en œuvre de l'ensemble des actions programmées dans la composante européenne :

- Création de séquences de formation spécifiques, à partir des maquettes formalisées dans le cadre de l'Action 1.
- Création et professionnalisation d'une équipe pédagogique dédiée, en lien avec les résultats de l'Action 2.
- Réalisation en grandeur nature des mobilités européennes en présentiel ou hybrides.
- Réalisation des évaluations des acquis d'apprentissage à l'étranger et prise en compte dans les évaluations nationales.
- Réalisation d'un PPE (Projet Personnel Europe) par chaque apprenant concerné.
- Réalisation d'un plan de communication pour attirer les candidats vers les sections à composante européenne visées, et pour diffuser, valoriser et médiatiser les résultats auprès des familles, entreprises, autres apprenants et tout autre partenaire de l'établissement.
- Etablissement d'un budget précis concernant la mise en place d'une composante européenne, à partir d'outils conçus par le CCCA-BTP. *Ce budget n'intégrera pas les frais directs liés aux périodes de mobilité européenne (cette dépense est hors champs de cet appel à candidature ; elle peut être financée par d'autres ressources – Erasmus+ et branche BTP).*
- Réalisation d'un rapport final (quantitatif et qualitatif) d'activité dont la trame sera communiquée par le CCCA-BTP.

Implication des entreprises dans les réalisations

Les entreprises devront être invitées à participer à l'identification des objectifs de formation, notamment pour ce qui concerne le travail à effectuer dans les entreprises d'accueil à l'étranger. Par ailleurs, la participation des maîtres d'apprentissage (MA) à des périodes de mobilité à l'étranger en tant qu'accompagnateurs est vivement conseillée (leurs déplacements pourront

être pris en charge dans le cadre du financement de la mobilité dans le cadre du programme Erasmus+).

Les actions seront différenciées en fonction de chaque section et des niveaux de formation concernés. Les établissements de formation devront proposer obligatoirement les trois actions pour chaque section à composante européenne prévue.

■ Indicateurs de réussite

Indicateurs quantitatifs :

- A minima une section à composante européenne **nouvelle** par établissement concerné.
- 4 personnes minimum de la communauté éducative identifiées comme « équipe projet », avec des fonctions et rôles clairement définis.
- 8 apprentis minimum par section.
- Nombre de publics et de participants prévus dans différentes actions de communication et de valorisation des résultats.

Indicateurs qualitatifs :

- Qualité de la professionnalisation et préparation de l'équipe pédagogique dédiée.
- Qualité de la maquette pédagogique et intégration de la composante européenne dans cette dernière.
- Degré dans lequel les objectifs pédagogiques et contenus de formation spécifiques à la composante européenne seront intégrés dans le contenu du parcours de formation.
- Qualité de la formalisation et mise à disposition des Projets Personnels Europe (PPE).
- Degré d'utilisation des outils de reconnaissance des acquis d'apprentissage (ECVET ou UFM).
- Variété et qualité des actions et des outils de communication à mettre en œuvre. Variété des publics concernés par ces actions.

2- Durée de l'appel à candidatures

L'appel à candidatures est ouvert à partir du **10 JUIN 2022** pour une durée d'un mois soit une échéance le **11 JUILLET 2022**. Il sera reconduit autant que nécessaire tout au long de l'année jusqu'à la consommation du budget dédié

3 – Le Dispositif

Le CCCA-BTP a prévu un budget global de 1.000.000 € pour cet appel à candidatures.

L'accompagnement du CCCA-BTP prendra la forme d'un :

Accompagnement direct du CCCA-BTP composé de :

1. Versement d'une subvention pour le Déploiement du dispositif dans le cadre de la candidature :

Le versement **d'une subvention de 25.000 €** par site pour la mise en place d'une section nouvelle à composante européenne, plus **10.000 €** pour le site par section supplémentaire, dans la limite de trois, pour les trois actions détaillées ci-dessus.

Toutes les dépenses spécifiques liées à la mise en place de la composante européenne dans les parcours de formation visés sont éligibles, y compris les frais internes nécessaires aux productions intellectuelles relatives aux actions 1, 2 et 3, sous réserve qu'il n'y ait pas de double financement.

Rappelons que les frais de mobilité (transport, hébergement, restauration, assurance et frais annexes, engagés pour le séjour des apprentis à l'étranger) ne sont pas inclus dans les frais de mise en place des sections à composante européenne.

Ce financement ne prend pas en charge la réalisation de travaux, l'achat d'équipements ou de mobiliers.

ET

2/ Un accompagnement pédagogique et méthodologique comprenant :

L'expertise détenue par le CCCA-BTP :

- Expertise pédagogique liée à l'intégration du fait européen dans les enseignements et à la réalisation du PPE de chaque jeune concerné, y compris à travers l'organisation des partenariats transnationaux, l'organisation des visites préparatoires à l'étranger et l'organisation des activités annexes aux activités pédagogiques.

- Expertise pédagogique concernant la reconnaissance des acquis de la formation à l'étranger. Mise à disposition d'outils, de procédures et échanges de pratiques.
- Expertise d'évaluation de la pertinence des actions à concevoir et à mettre en œuvre dans les établissements de formation, en relation avec les objectifs à atteindre.
- Aide à la formulation des indicateurs de réussite de chaque action envisagée, en relation avec les coûts matériels et humains.
- Dispositif de professionnalisation des référents projets européens (RPE). Ce dispositif modulaire et multimodal permet de professionnaliser des personnes sur différents aspects liés aux projets européens (pédagogie, organisation, réglementation, etc.).
- Expertise dans le montage financier des actions de mobilité dans le cadre des formations à composante européenne, acquise à travers le pilotage des projets dits groupés Erasmus+ Mobilité (en tant qu'organisme accrédité par la Commission européenne).

Les productions du CCCA-BTP mises à disposition :

- Guide du BPCE.
- Guide de la composante européenne dans les sections BAC PRO et CAP.
- Guide du PPE.
- Maquettes budgétaires (pour la préparation du budget et pour le bilan financier de l'action).
- Guide de préparation des formateurs et autres membres d'équipe projet (p.ex. outils de professionnalisation des référents projets européens).
- Guide du programme Erasmus+, volet Mobilité transnationale.
- Exemples de démarches et d'outils de communication et de valorisation des résultats.
- Trame du rapport final pour rendre compte des actions mises en place et pour diffuser leurs résultats au profit d'un nombre plus important d'établissements.

4 – Communication des dossiers

Les candidatures devront impérativement être déposées complètes sur la plateforme d'appels à projets du CCCA-BTP à l'adresse www.appels-a-projets-cccabtp.fr avant la date et l'heure d'échéance prévues pour chaque appel à candidatures.

Après la date et l'heure prévues dans le cahier des charges et sur la plateforme, aucun dépôt ne pourra être fait, la plateforme ne l'autorisant pas. Aucun dossier envoyé par mail ne sera téléchargé ni étudié.

Les documents financiers et administratifs demandés dans le cahier des charges et dans l'Espace candidat devront être déposés soit sur l'Espace candidat du candidat sur la plateforme d'appels à projets soit dans le dossier projet remis sur la plateforme. Chaque candidat devra créer son Espace candidat pour pouvoir candidater aux appels à candidatures du CCCA-BTP.

Un guide de création de l'Espace candidat est à disposition sur simple demande à l'adresse :

ewa.mollois@ccca-btp.fr

La date et l'heure ultimes de dépôt des dossiers (projet, annexes et documents financiers et administratifs) sont fixées au :

11 JUILLET 2022 avant 20 heures.

Les dossiers seront analysés selon le process affiché lors de la publication et respecteront les phases de sélection précisées dans la partie I du présent cahier des charges.

Ils sont étudiés après la clôture de l'appel à candidature.

Le CCCA-BTP garantit une égalité de traitement pour les questions et les réponses. Le candidat dispose de deux FAQ sur la plateforme d'appels à projets : une FAQ d'ordre général, la seconde spécifique par appel à candidature. Toutes les questions devront être posées sur la plateforme d'appels à projet, les réponses apportées le seront également.

Pour rappel les critères d'éligibilité, recevabilité et sélection sont précisés dans ce cahier des charges.



RENDEZ-VOUS SUR :

www.appels-a-projets-cccabtp.fr

Pour plus d'informations, contactez le CCCA-BTP

19, rue du Père Corentin
75 014 Paris

**Direction des Appels à Projets et des
Expérimentations
(DAPEX)**



www.ccca-btp.fr

